[Texte]

I will take the second question first because I think it informs the answers that we will want to the former question about NATO. I think it is possible that in eastern Europe we may see civil war in Yugoslavia before the new year. It is likely that we will see civil war in Yugoslavia within six months, more than even odds I would suggest, and there is the possibility that there could be broader Balkan involvement, particularly with Albania, possibly even involving Bulgaria and Greece. I can go into detail about that later if you want.

There are other possibilities of territorial conflict in eastern Europe, not involved with the collapse of the Yugoslav federation. There is a dispute between the Soviet Union and Romania over the province of Moldavia. There is a dispute between Romania and Hungary over the province of Transylvania. There are large national minorities on the wrong side of the frontier in both cases. There is great deal of emotion and the possibility of armed conflict.

• 1550

Within the Soviet Union itself the possibilities for internal conflict are almost endless. I am reasonably optimistic—possibly because I cannot comfortably envisage the alternatives—that the Soviet Union will muddle through without wholesale disaster; that is to say, a civil war or military coup. However, there is bound to be a great deal of internal turmoil within the Soviet Union over the next several years—not just this hungry winter—as some republics take their independence and others take their distance from Moscow. They may remain in some formal relationship with the Union of Soviet Republics—no longer socialist—and there will likely be a great deal of misery and uncertainty.

To the extent that any of this turmoil in eastern Europe that has been released by the collapse of communism and the disappearance of the Warsaw Pact requires foreign intervention, peacekeeping forces or requires us—the west—to do anything, who is to do it? The Warsaw Pact no longer exists and NATO is obviously an inappropriate tool to bring aid to eastern Europe in the form of peacekeeping.

The options for dealing with war in the Balkans, whether internal or international—one can even imagine peacekeeping within the borders of the present Soviet Union within a year or two—do not include the Warsaw Pact or NATO. They are either the Conference on Security and Co-operation in Europe, recently enshrined in the Treaty of Paris, or the United Nations.

At the moment the CSCE is the merest sketch of an organization. The major western European powers, particularly the British and the French, have deliberately restricted its powers because they have not quite convinced themselves to let go of NATO, and they do not trust the broader consensus that would be necessary to make the CSCE work, the pan-European consensus.

[Traduction]

Je répondrai à la deuxième question d'abord, car c'est de cette réponse que dépend le sort de l'OTAN. Pour ce qui est de l'Europe de l'Est, je m'attends à ce qu'une guerre civile éclate en Yougoslavie d'ici la fin de la nouvelle année. Je dirais même qu'il est plus que probable qu'une telle guerre éclate d'ici six mois, et il y a risque, dans ce cas, qu'elle se propage dans les Balkan, en particulier en Albanie, et peut-être même en Bulgarie et en Grèce. Nous reviendrons un peu plus tard là-dessus si vous le souhaitez.

D'autres conflits territoriaux risquent d'éclater en Europe de l'Est qui n'auraient rien à avoir avec l'éclatement de la fédération yougoslave. L'Union soviétique et la Roumanie se disputent la province de Moldavie. Quant à la Roumanie et la Hongrie, elles convoitent toutes deux la province de Transylvanie. Dans chaque cas, d'importantes minorités nationales vivent du mauvais côté de la frontière. L'atmosphère est très tendue, et la possibilité de conflit armé est réelle.

En Union soviétique elle-même, les sources de conflit interne sont quasiment inépuisables. J'ai bon espoir—sans doute parce que je ne peux pas me résoudre à envisager l'inverse—que l'Union soviétique réussira à éviter la catastrophe, c'est-à-dire la guerre civile ou un coup d'État militaire. On peut néanmoins s'attendre à de grands troubles internes en Union soviétique au cours des prochaines années—et pas seulement cet hiver quand la population connaîtra la faim—à mesure que certaines républiques obtiendront leur indépendance et que d'autres prendront leur distance par rapport à Moscou. Ces républiques maintiendront peut-être certains liens officiels avec l'union des républiques soviétiques—qui ne sera plus socialiste—mais tout cela ne se fera pas sans heurts et sans incertitudes.

Dans la mesure où l'agitation provoquée en Europe de l'Est par l'effondrement du communisme et la disparition du Pacte de Varsovie exige une intervention de l'étranger, possiblement sous la forme de force de maintien de la paix, on peut se demander qui, parmi les pays occidentaux, proposera ses services? Le pacte de Varsovie n'existe plus, et il va sans dire que l'OTAN n'est pas la voie par laquelle une aide peut être apportée à l'Europe de l'Est sous la forme de forces de maintien de la paix.

Ce ne sont pas non plus le pacte de Varsovie ou l'OTAN qui pourront intervenir en cas de guerre dans les Balkans, qu'il s'agisse d'un conflit interne ou international—et on peut même imaginer que des forces de maintien de la paix soient cantonnées aux frontières de l'Union soviétique actuelle d'ici un an ou deux. Cette tâche reviendra plutôt aux pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont l'existence vient d'être reconnue par le Traité de Paris, ou aux Nations unies.

À l'heure actuelle la CSCE n'est qu'une esquisse d'une organisation internationale. Les principales puissances d'Europe de l'Est, en particulier la Grande-Bretage et la France, ont volontairement limité ses pouvoirs parce qu'elles ne peuvent pas se résoudre à accepter la disparition de l'OTAN et parce qu'elles ne veulent pas favoriser l'atteinte du consensus pan-européen qui serait nécessaire pour assurer le succès de la CSCE.